

SOMMAIRE PAGE

Action synthèse (13)	6
Adis innovation (13)	4
ADN (13)	6
Aixia France (13)	6
Alteo (13)	4
Alu CB (84)	5
Archidev (94)	10
Association des paysagistes conseils de l'Etat	12
Atoll Energy (84)	3
Atriwan Teknologik (13)	10
Azur Caoutchouc (06)	6
Bouygues immobilier (83)	8
CapiTechnic (84)	7
Carnivor (13-83)	6
David Beauchamp (06)	8
DRRT Paca (13)	11
Editag (13)	5
Eiffage (06)	10
Epur Nature (84)	12
Esso Fos (13)	4
Financière investissement Azur (13)	9
Fongecif Paca	12
Groupe Creal (06)	8
Groupement des entreprises du plateau de Signes (83)	10
High Co (13)	7
Horizon (13)	6
Ilex (06)	7
Innoval (83)	6
Inova (83)	3
Insight SIP (06)	5
Iperlink (69)	10
Irsea (84)	4
Jeremie Paca	9
Juwi (13)	3
Le Comptoir de Mathilde (26)	6
Le Comtadin (84)	9
PalSud (13)	7
Papeteries de Malaucène (84)	9
Pitch promotion (06)	9
Polyclinique des fleurs (83)	12
Préfecture de Vaucluse	12
Proxidom services (13)	6
Redeim (06)	8
Restaurant Le Jardin	12
Rocade de Gap (05)	10
RTE (13)	3
SCCMB (13)	1
SCR Provence et Corse	9
SEMMCI (13)	1
SNCM (13)	12
Société Canal de Provence	3
Sophia Business Angels	2
Sud coquillage marée (83)	6
SuperSonic Imagine (13)	7
Therabel industries (83)	12
UIMM 84	12
Ville de Marseille (13)	12
Vishay (06)	7

La Scop **SECMMI** bat le fer tant qu'il est chaud

13. BERRE-L'ETANG. Ce fleuron de la chaudronnerie provençale a échappé à la faillite en 2004 avec l'aide de l'Ursscop. Elle assure aujourd'hui son développement avec le rachat d'autres structures coopératives du secteur, trop petites pour survivre dans un milieu très concurrentiel, mais très implantées dans une industrie spécifique.

La Société études chaudronnerie mécanique et maintenance industrielle (SECMMI) vient de racheter une TPE très technique, la SCCMB (Berre), en grand danger de dépôt de bilan. "Ils ont du métier en matière de cintrage de profilés, très adapté à la pétrochimie, qui nous sera bien utile. Ça aurait été dommage de laisser s'évanouir ce savoir-faire. Et puis, comme nous, c'est une Scop." Claude Merle, le directeur, sait ce qu'il doit à la coopération. En 2004, ce joli fleuron de la chaudronnerie régionale aurait dû disparaître, avec le groupe de télécommunications GRME, dont SECMMI était filiale. L'Union régionale des Scop Paca en aidant à monter un dossier d'urgence, a contribué à sauver les 64 emplois, qui sont toujours là, dans la zone avignonnaise de la Courtine. "Disons aussi qu'EDF et Lafarge, nos clients d'alors, nous ont donné du travail malgré le risque de disparition. Ils sont toujours nos clients, et leurs contrats pluriannuels font une bonne partie de notre activité." Depuis, la Société du Canal de Provence est venue rejoindre ce duo.

Et l'avenir ne semble pas trop noir par la crise. "Des chantiers différés vont sortir en 2013, il s'agit pour nous de saisir ces opportunités", prévoit Claude Merle, qui s'y est préparé. "Après tout, nous pensions avoir des problèmes en 2012, et finalement nous avons maintenu notre CA juste en dessous de 8 M€." Si la désinstallation-réinstallation de l'outillage Lafarge d'une carrière proche de Toulouse à Mallemort (13) constitue le défi et le marché de 2013, l'entrée dans la construction navale via l'acquisition de TGM a permis

à SECMMI de s'ouvrir de jolis chantiers pour deux sociétés citadines : Composites Works et H2X. Un autre chantier d'importance sera le remplacement d'un four verrier pour Owens Coming, à L'Ardoise (30).

UN SAVOIR-FAIRE CAPITAL. La politique d'acquisition de PME très techniques, en général des Scop en danger, a permis à SECMMI de transformer en avantages les difficultés des plus petits à traverser la crise. Elle met aussi en lumière une difficulté de la profession. On y manque de bras et de cerveaux, ne pas laisser perdre le savoir-faire est donc crucial. "Quels jeunes veulent aujourd'hui devenir chaudronniers ? On nous imagine encore en train de marteler des casseroles !"

Et la société entre dans la recherche. SECMMI est la pièce industrielle maîtresse d'un projet mené par Véolia avec le laboratoire universitaire aixois LM2P2. Il s'agit, avec un astucieux système de fours à étages, de produire des gaz assez homogènes pour assurer une production électrique à partir de déchets. "Le Prides Eco Entreprises nous a tous mis en relation sur ce projet", rappelle M. Merle. Depuis huit mois, SECMMI travaille à dimensionner les divers prototypes, qui devraient montrer la faisabilité du procédé. "Si c'est concluant, notre accord prévoit que le bureau d'études de SECMMI étudiera tous les systèmes en exploitation à venir. Ça représenterait des années de contrats."

Michel Neumuller

"Nous avons du mal à recruter des jeunes mais le métier se féminise"
Claude Merle



Photo : M. Neumuller

le GRETA

Ensemble, développons vos compétences !

Choisissez le 1^{er} réseau de formation continue pour professionnaliser vos salariés : 150 modules professionnels, 80 diplômes, bilans de compétence, VAE

www.gretanet.com - 04 91 14 13 75



Sophia Business Angels : "L'année 2012, un bon cru"

06. SOPHIA-ANTIPOLIS. Président de SBA (Sophia Business Angels), Jean-Louis Brelet, ingénieur en microélectronique de formation, ancien de la société américaine Xilinx et spécialiste en marketing stratégique, a succédé début janvier 2013 à Dominique Pouliquen. Il fait le point sur les activités du club qui fête ses dix ans cette année.

“ La tendance en France est à la baisse des fonds investis par les business angels, est-ce le cas pour SBA ?

L'année 2012 a été plutôt un bon cru, contrairement à ce que l'on a observé au niveau national. Le montant investi et réinvesti (en tenant compte des sorties) s'est élevé à 1,5 M€, sensiblement du même niveau qu'en 2011. Nous avons examiné 70 dossiers de différents secteurs innovants (TIC, bio-médical, green tech), nous en avons retenus sept (ITMovesIt, Azure Trend, La Cordée, SketchFab, FizCast, Sofia Ciné, Nheolis). L'investissement moyen va de 100 000 à 150 000 €; exceptionnellement, comme pour Azure Trend, il est plus élevé. SBA présente la particularité de ne pas avoir choisi de créer - comme de nombreux autres clubs de business angels - de SIBA (société d'investissement de business angels). Chacun des membres du club investit directement dans l'entreprise qu'il souhaite accompagner. Cela ne nous empêche pas d'intervenir dans le cadre d'un co-investissement avec d'autres clubs de business angels.

Des clubs de business angels de la région ?

Nous avons des échanges réguliers avec les cinq autres clubs de business angels de la région Paca. Nous avons même décidé de former une coordination il y a deux ans et depuis novembre 2012, nous publions ensemble une newsletter, "En avant toute", qui rend compte de nos activités respectives. Sur ces cinq dernières années, les six clubs, qui réunissent quelque 250 membres, ont investi 10 M€ pour une quarantaine de participations.

Qu'en est-il des holdings ISF ?

Le SBA est partie prenante dans quatre holdings ISF qui ont été créées depuis la promulgation de la loi TEPA, cela a permis entre 2007 et 2010 d'investir quelque 15 M€ dans des entreprises innovantes régionales mais pas seulement. Sophia Business Angels présente un profil très internatio-

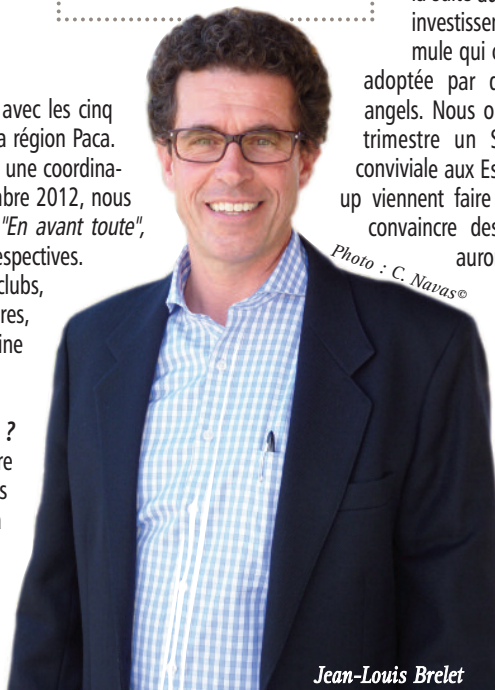
nal, le club rassemble de nombreux étrangers qui travaillent ou vivent sur la Côte d'Azur, nous sommes le seul club qui travaille en anglais, cela explique aussi que nous nous intéressions à de jeunes entreprises d'autres pays. Cette année par exemple, pour notre Venture Academy, qui aura lieu le 12 avril dans les locaux de Skema, nous accueillerons des porteurs de projets espagnols (Barcelone), grecs mais aussi d'Arabie saoudite, la technopole, via la Fondation Sophia-Antipolis, partenaire de SBA, ayant noué des partenariats avec des parcs technologiques de ces différents pays.

"Le SBA est partie prenante dans quatre holdings ISF qui ont été créées depuis la promulgation de la loi Tepa, cela a permis entre 2007 et 2010 d'investir quelque 15 M€ dans des entreprises innovantes régionales mais pas seulement."

Qu'est-ce que la Venture Academy ?

C'est un rendez-vous semestriel, l'un au printemps, l'autre à l'automne, pendant lequel sur une journée nous rencontrons de jeunes entrepreneurs dont le projet n'est pas encore suffisamment abouti pour les aider à reformuler et améliorer ce projet en travaillant sur les points faibles. A l'issue de la journée, un jury sélectionne les trois meilleurs projets qui pourront être présentés par la suite au comité de sélection pour un investissement potentiel. C'est une formule qui commence aujourd'hui à être adoptée par d'autres clubs de business angels. Nous organisons aussi une fois par trimestre un Start-up Factory, rencontre conviviale aux Espaces Antipolis où des start-up viennent faire leur pitch pour essayer de convaincre des investisseurs. Enfin, nous aurons cette année un rendez-vous exceptionnel, le 24 mai "Smart'Exit", une journée consacrée aux "différents types possibles de sortie des investisseurs"; nous y accueillerons, à l'occasion des dix ans de SBA, des entreprises qui, avec le soutien des membres du club, ont réussi un brillant parcours.

Christiane Navas



Jean-Louis Brelet

Les 10 et 11 avril

● 5^{es} Tables Rondes de l'Arbois sur le thème : "Risques, crises et opportunités", organisées par le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée en partenariat avec Aix-Marseille Université. Lieu : Site de Montperrin, Aix-en-Provence. Rens. www.tablesrondes-arbois.com/programme.php

Jeudi 11 avril

● 8h30 : 1^{ères} Rencontres recherche - innovation - tourisme en Paca avec pour objectifs : innover, développer et diversifier les offres touristiques de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en rapprochant les acteurs de la recherche académique et appliquée à ceux de l'économie régionale du tourisme. Lieu : Fac d'économie et de gestion d'Aix-en-Provence. Rens. rencontreinnovatou@regionpaca.fr

● 9h-11h30 : matinale d'échanges organisé par CSP Formation sur le thème : "L'intelligence émotionnelle, élément essentiel à la qualité de vie au travail". Lieu : FormaServices, 219 boulevard Rabatau à Marseille. Rens. csp-formation.oxygen-cp.com

● 18h30 : réunion débat sur le thème : "Développer mon business avec les réseaux sociaux", organisée par les DCF Marseille Provence, et animée par Gilles Madec de la société Madec and Co. Intervention de Jean-Marc Subra - Publicis, Claude Le Roux - Gowizyou, Patricia Théron - Busiboost. Lieu : Ecole Axe Sud - 9 rue Fauchier à Marseille. Rens. secretairegeneral@dcf-marseilleprovence.fr

Vendredi 12 avril

● 8h30-11h : petit-déjeuner de Marseille Innovation sur le thème "Oséo : les nouvelles mesures", avec Jean-Marc Battigello, délégué régional Oséo - Innovation Paca. Lieu : Pépinière du Technopôle de Château-Gombert - Hôtel Technologique à Marseille. Rens. Laurence Olivier au 04 91 11 88 05. l.olivier@marseille-innov.org

Plus d'infos tous les jours dans l'agenda économique de la e-lettre de Sud Infos

ENERGIE

13. MARSEILLE. RTE anticipe la transition énergétique par de lourds investissements

En France, la transition énergétique prévue à l'horizon 2030 coûtera 15 Md€ pour la seule adaptation du réseau de transport d'électricité car toute nouvelle installation de production exige des travaux de raccordement. En Paca, la situation est d'autant plus sensible que la région ne produit que 40% de l'électricité qu'elle consomme. Il faut donc renforcer le maillage des lignes pour assurer sans souci l'approvisionnement des particuliers, des collectivités et des entreprises jusque dans le Var et les Alpes-Maritimes, souvent qualifiés de "péninsule électrique", et faire face sereinement aux pointes de demande (8 001 MW en 2012). En 2013, RTE va consacrer 146 M€ (contre 106 M€ l'an dernier) à ces adaptations. La plus grande part (82 M€) portera sur le "filet de sécurité" qui consiste à garantir durablement l'alimentation de l'est de la région. Le chantier a débuté depuis neuf mois et porte sur la réalisation, d'ici à 2015, entre les Alpes-de-Haute-Provence, le Var et les Alpes-Maritimes, de trois liaisons souterraines de 225 000 volts sur des distances de 65 km, 25 km et 17 km. "Au total, ce projet coûtera 200 M€. Les technologies mises en œuvre n'existaient pas lorsqu'a été envisagé le projet de ligne 400 000 volts entre Boute et Carros, finalement abandonné. Mais il aura fallu quatre ans entre la décision par l'Etat de le lancer et la déclaration d'utilité publique en 2012. Sans perdre de temps pourtant !", explique Catherine Greiveldinger, directrice de RTE Sud-Est. L'essor du photovoltaïque dans la vallée de la Durance exige aussi un développement du réseau : 14 M€ vont être investis sur les lignes entre les postes de Boute et Sainte-Tulle pour permettre à terme de transporter jusqu'à 200 MW issus des centrales solaires. La mise en service est prévue en 2014. Un autre projet d'un montant total de 240 M€ sur la période 2014-2020 sera consacré à la rénovation du réseau dans la Haute Vallée de la Durance, dans les Hautes-Alpes. Cent-dix kilomètres de lignes aériennes disparaîtront du paysage grâce à la création de lignes souterraines. Enfin, pour renforcer l'alimentation de Marseille, entamée en 2008, des chantiers

ENERGIE

13. LE THOLONET.

La Société du canal de Provence se rêve en électricien

La Société du canal de Provence (SCP) avait installé six micro centrales hydroélectriques sur ses ouvrages au cours des années 1980. Elles représentent déjà une puissance installée de 2,7 MW. La bonne idée d'utiliser la pression de l'eau dans ces ouvrages attendait cependant un contexte économique favorable pour s'épanouir. Avec la croissance continue des prix de l'énergie, c'est chose faite. A l'occasion de travaux d'amélioration de son brise charge de Rians (83), le Canal de Provence prépare donc l'installation d'une turbine Hydréo Engineering, attendue pour juin. La production de cet ouvrage, d'une puissance de 250 kW, pourrait rapporter à la SCP 120 K€/an. "Nos ouvrages entre Rians et Marseille s'étalent sur un dénivelé de cent mètres, et cela ouvre des possibilités hydroélectriques", souligne Benoît Moreau, le chef du service Maîtrise d'ouvrage et hydroélectricité du Canal de Provence. Celui-ci va donc lancer un programme d'augmentation de ses capacités de production électrique de 1 MW. Et la SCP vise l'autofinancement de ces travaux grâce à la revente d'électricité.



La SCP veut valoriser son ingénierie

LE SAVOIR-FAIRE SCP. Le projet va plus loin. C'est son ingénierie que la société veut également valoriser en la matière. L'idée est de développer une maîtrise d'ouvrage publique de la production hydroélectrique en proposant le savoir-faire SCP à d'autres opérateurs. Pour elle, l'éventail des possibilités est ouvert, elle peut assumer la conception-réalisation des ouvrages, la maîtrise d'ouvrage déléguée des projets, et la concession des installations. Elle a répondu à un appel d'offres lancé par l'Association des arrosants de Crau. En aval de son répartiteur d'Eyguières en effet, une chute de 12 m et un débit de 15 m/s (celui de Rians est par comparaison de 5 m/s l'hiver) rendent très intéressant cet ouvrage, qui dérive une partie des

eaux de la Durance depuis cinq siècles. Reste à trouver les 3 M€ nécessaires aux travaux. "Selon les cas, avec une commune ou un syndicat d'arrosants, un GIE ou un syndicat mixte peut être créé pour gérer la micro usine", ajoute M. Moreau. La SCP répond actuellement à plusieurs appels d'offres, dont un à La Réunion, et d'autres à l'international.

Michel Neumuller

concernent les postes du Vieux-Port, de la Belle de Mai et de Château-Gombert. Un investissement total de 100 M€ entre 2008 et 2016. JCB

13. AIX-EN-PROVENCE.

Juwi projette une centrale de 1 MW à Aix

Spécialisé dans la conception et l'exploitation de centrales éoliennes et photovoltaïques, le groupe Juwi ENR (Honfleur, 14), dont le pôle énergie solaire est implanté à Aix depuis 2007, planche sur la réalisation d'une nouvelle centrale photovoltaïque dans la cité du Roy René. Ce projet, qui nécessitera une modification du PLU, prévoit la création d'une centrale de 1 MW. Les études sont en cours. Par ailleurs, l'entreprise a engagé au mois de février dernier la construction d'une centrale de 25,3 MW à Ortaffa (66), qui constitue l'un des deux projets retenus lors de l'appel d'offres de la CRE de septembre 2012. La société va également réceptionner la centrale de Rochefort-du-Gard (30) de 11 MW dans le courant de l'été 2013 (également retenue par la CRE). Pour le prochain appel d'offres, elle devrait présenter une dizaine de nouveaux

projets (au sol ou en toiture), dont celui de Cap'découvertes à Carmaux (81) où il est question de développer 24 MW. Juwi travaille actuellement sur plusieurs projets représentant quelques centaines de MW dont une dizaine en Paca. Le département aixois a entrepris une démarche en vue d'obtenir les certifications ISO 9 001 et ISO 14 001. PB

83. BRIGNOLES.

Top départ pour la centrale biomasse Inova

C'est officiel depuis le 27 mars 2013, la société Inova a obtenu le permis d'exploiter la centrale biomasse de 168 GWh sur la zone de Nicopolis à Brignoles dans le Var (SI 807). Les trois collèges représentant les services de l'Etat, les citoyens et les communes ont rendu à l'unanimité un avis favorable au projet examiné le 13 février 2013 en Conseil de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CodErst). En prévision, le capital de la société Inova Var Biomasse avait été porté à 1,8 M€ en décembre 2012 et la Caisse des dépôts et consignations est rentrée à hauteur de 35%. La première pierre de la centrale, alimentée exclusive-

ment avec du pin d'Alep prélevé dans les forêts environnantes, sera posée en juin 2013. Les travaux s'étaleront sur deux années. A terme, la centrale fournira 22 MW d'électricité, une production équivalant aux besoins de la ville de Brignoles. Avec cette installation conçue également pour générer de la vapeur, des entreprises intéressées par cette énergie à bas coût pourraient venir s'installer à proximité de la centrale comme d'autres acteurs de la filière bois (transporteurs forestiers, scieries...), permettant de recréer une économie de la sylviculture abandonnée dans le Var depuis plusieurs décennies. ACR

84. PERTUIS.

Atoll Energy réalise une levée de fonds de 375 K€

Atoll Energy vient de boucler un tour de table de 375 K€. La société créée en 2010 s'est tournée vers quatre acteurs régionaux : Paca Investissement (pourvoyeur de 150 K€), 2C Invest (75 K€), Alumni Business Angels (75 K€) et Société de capital-risque Provençale et Corse (75 K€). "Cette opération va nous permettre de réaliser un démonstrateur de

notre technologie pour initier la commercialisation de notre solution", explique **Elena Barbizet**, présidente d'Atoll Energy. Installée à Pertuis, la société conçoit et développe des solutions d'énergie décentralisées. Concrètement, il s'agit de récupérer la chaleur perdue dans des installations existantes afin de l'utiliser pour alimenter ailleurs d'autres clients. Un approvisionnement fiable, économe et respectueux de l'environnement. Cette solution est notamment destinée aux complexes touristiques situés dans des zones isolées, dont les îles. CD

PÉTROCHIMIE

13. FOS-SUR-MER.

La raffinerie Esso de Fos résiste à un contexte morose

En amont du débat régional sur la "transition énergétique", le président d'Esso France, **Francis Duseux**, l'a martelé à Marseille, en présentant les résultats de son groupe : "A l'horizon 2040, le pétrole restera la première source d'énergie mondiale. Même si elles progressent, les énergies renouvelables ne représenteront que 3 à 5% de la consommation mondiale." Il en a profité aussi pour souligner un nouveau danger pour le raffinage européen : "Jusqu'à maintenant, les raffineries tenaient leurs marges en exportant de l'essence vers les Etats-Unis. Or, ces derniers deviendront exportateurs en 2015, suite à la révolution du gaz et du pétrole de schiste qui a relancé les investissements pétrochimiques. L'Europe se retrouvera donc avec 75 millions de tonnes de surplus à cette échéance. Si le phénomène s'accélère, d'autres fermetures d'unités sont à attendre, d'autant plus que le contexte français, avec la taxe exceptionnelle imposée aux raffineurs, le déséquilibre gazole-essence et la baisse de la demande reste pénalisant." Sceptique sur l'éventualité d'un redémarrage de la raffinerie de LyondellBasell à Berre-l'Etang, dont Esso Fos a repris une douzaine de salariés, Francis Duseux voit cependant dans cet environnement un challenge pour conquérir des parts de marché (19% aujourd'hui). La raffinerie de Fos, utilisée à 90% en 2012, sera l'un des vecteurs de cette stratégie. La "mise sous cocon" de celle de LyondellBasell a déjà permis à Esso d'enregistrer une croissance à deux chiffres de ses ventes en France. Afin de s'adapter à la diésélisation du marché français, un nouvel investissement de 5 à 6 M€

PHARMACIE

84. SAINT-SATURNIN-LES-APT.

Le laboratoire Irsea se redéploie et saute de l'animal à l'homme

Le laboratoire Irsea se développe véritablement à tout va ! L'Institut de recherche en sémio-chimie et éthologie appliquée (Irsea) s'apprête tout d'abord à déménager. Se trouvant quelque peu à l'étroit actuellement dans ses locaux, le laboratoire privé créé en 1995 envisage de s'installer du côté d'Apt, dans un bâtiment de 2 800 m², via un investissement global compris entre 4 et 5 M€. L'institut, dont les effectifs devraient passer de 30 à 50 d'ici à trois ans, souhaite profiter de ce déménagement pour consolider sa structure, et notamment créer de nouvelles unités de recherche. Il projette également l'accueil d'un campus à l'international, Irsea

venant d'obtenir l'habilitation lui permettant d'être un lieu d'enseignement universitaire. D'ailleurs, dès la prochaine rentrée de septembre, un master de médecine vétérinaire comportementale va être lancé, et un centre de formation pour les vétérinaires prescripteurs va ouvrir ses portes.

TRAITER LES PHOBIES SOCIALES. En parallèle, l'institut, qui dispose à ce jour de 170 brevets, d'un laboratoire en Norvège et de deux antennes de recherche à Barcelone et à Pise, élargit le champ de ses recherches de l'animal à l'homme. Après la conception de produits permettant de réguler le comportement des animaux, le laboratoire Irsea (CA 2012 : 2,5 M€, dont 70% réalisé par le biais des produits pour chats et chiens) se lance désormais dans la conception de traitements anti-stress contre les phobies sociales. Il travaille également sur un traitement de l'humeur chez des malades traités pour un déficit de croissance, en partenariat avec le service d'endocrinologie de l'hôpital de Pise. L'institut de recherche espère ainsi, à terme, élaborer des messages agissant comme des antidépresseurs, en vue de les commercialiser auprès de l'industrie pharmaceutique.

Julien Pompey



Des traitements anti-stress contre les phobies sociales

sur la tour sous vide va augmenter encore la production de gazole (45% en 2012) et un autre d'un montant voisin récupérera de l'énergie sur l'unité de gazole. "Chaque pourcentage gagné diminue les coûts et accentue la compétitivité. Entre 2008 et 2012, la consommation énergétique a chuté de 5%", explique le directeur d'Esso Fos, **Erik Van Beek**. JCB

MATÉRIAUX

13. GARDANNE.

Alteo trouve de nouveaux débouchés à sa "Bauxaline"

Au 1^{er} janvier 2016, Alteo, fabricant des alumines de spécialité, devra stopper ses rejets en mer de résidus de bauxite. L'entreprise a mis au point la "Bauxaline" qui permet de les valoriser, après leur traitement dans un filtre-pressé. Le produit, utilisé en travaux publics, en couverture de déchets ou pour capter les biogaz dans les centres de stockage, se heurte à un inconvénient : pour le vendre, son coût devient prohibitif au-delà d'un rayon d'une centaine de kilomètres autour de Gardanne. Avec un client dont le nom,

pour l'heure, reste confidentiel, une nouvelle application a été développée : l'intégration de "Bauxaline" comme additif dans des billes d'argile expansées pour fabriquer des matériaux de construction dotés de propriétés d'isolation thermique et phonique, et plus légers. L'expérimentation fonctionne depuis un an. Elle pourrait déboucher sur la commercialisation de "plusieurs milliers de tonnes", selon Alteo. Un autre attrait a été mis en évidence pour la dépollution de résidus miniers acides. La "Bauxaline" ou ses dérivés captent les métaux (zinc, cadmium, plomb, chrome) et neutralisent les eaux acides. "Elle pourrait servir à des sites désaffectés au sud du massif central mais aussi à des mines en exploitation", selon le chef de projet, **Laurent Poizat**. JCB

Directeur d'Alteo Gardanne : **Henri Thomas**.

MICROÉLECTRONIQUE

13. MEYREUIL.

Adis innovation joue la carte du sur-mesure

Adis innovation conçoit et fabrique des composants électroniques. Une de

plus ? Non, répond **Olivier Gatti**, directeur général : "A la différence des grosses structures qui font du produit catalogue à haut volume, en grande quantité, nous faisons du composant sur mesure. En quelque sorte, la haute couture du semi-conducteur pour passer de très forts courants à de très fortes tensions." Le parti pris de cette start-up est de se focaliser sur des composants permettant de faire passer une très forte puissance tout en offrant de la performance, de la fiabilité, en occupant un minimum de place et en réduisant les coûts par la miniaturisation. Parmi les applications, l'intégration de commandes sur le cœur du produit (cœur MOS IGBT) pour gérer le fonctionnement de machines à laver, la climatisation dans les voitures, etc., en réduisant la taille des cartes électroniques. Un atout pour Adis qui cible l'aérospatiale : "Le poids d'envoi des fusées à un coût. Chaque gramme coûte 1 000 €. D'où l'intérêt de la miniaturisation tout en gardant la puissance", précise Olivier Gatti avant de comparer le concept : "C'est comme un interrupteur qui est l'équivalent du composant qui transmet l'énergie à l'ampoule." Adis innovation a vu le jour en 2011 suite au

constat, par les trois associés, issus de STMicroelectronics et Atmel, que le marché s'est standardisé en créant des opportunités de niche auxquelles ces composants apportent des réponses à des besoins spécifiques tant en quantité qu'en applicatif et sans limitation sur les volumes. En cours de R&D, Adis a déjà un client (militaire). Le directeur général ambitionne de devenir le leader sur les marchés français puis européen en 2014 et veut augmenter les fonds propres pour passer de 20 000 à 70 000 € d'ici la fin de l'année. Ce qui passera par la création d'un, voire de deux emplois avant la fin de l'année, et deux autres en 2014. MD

13. MEYREUIL. L'électronique de sécurité d'Editag entre au Louvre

Après avoir équipé plusieurs dizaines de musées et d'expositions depuis sa création en 2007, Editag a été préférée à l'entreprise de référence belge du secteur pour installer ses transmetteurs radiofréquences électroniques, ou tags RFID, sur les objets d'art du Louvre Lens. Son dispositif baptisé Monalitag est composé d'étiquettes fixées derrière les œuvres, et de balises placées dans la zone à protéger

qui détectent le moindre mouvement suspect des objets étiquetés et rapportent l'alerte sur un ordinateur, un téléphone, un pager, un talkie ou tout autre dispositif communicant. Aucun câblage, une information fournie en temps réel, un couplage possible à d'autres systèmes de surveillance en place, une infinie variété de maillage... Dans les galeries où les systèmes généralement installés (vidéo, anti-intrusion) protègent la périphérie des biens et pas les biens eux-mêmes, les arguments font mouche. Après le musée des Beaux-Arts de Reims, Monalitag s'installe dans la Fondation Claude Monnet de Giverny, puis au Musée Granet à Aix-en-Provence à l'occasion de l'exposition monstre Cézanne-Picasso en 2009. Trois ans plus tard, l'entreprise vient de clôturer son exercice à 700 000 € de chiffre d'affaires avec onze employés. L'export ne compte encore que pour 4% des ventes, mais avec la référence Louvre désormais épinglée à ses tags, une dépense de recherche de près d'un tiers de son activité et un projet d'ouverture de son capital cet année, elle envisage de conquérir le monde. Son terrain d'investigation est immense : il compte 55 000 musées dans 202 pays de la planète. PM

MÉTALLURGIE

84. AVIGNON. Alu CB va construire une nouvelle usine à Entraigues

La société avignonnaise Alu CB va construire à l'automne prochain une nouvelle usine à Entraigues-sur-Sorgues. Spécialisée dans la conception et la réalisation de profilés alu, le fraisage, le perçage, le taraudage, la coupe et le traitement de surface, ainsi que la réalisation d'ensembles et sous-ensembles, l'entreprise, qui a réalisé en 2012 un chiffre d'affaires de 2,8 M€ (effectif : 16), est actuellement installée sur la ZA avignonnaise de Fontcouverte dans un bâtiment de 1 600 m² dont elle est locataire, et qui n'est plus adapté à son activité. La nouvelle usine, qui sera opérationnelle au deuxième trimestre 2014 au terme d'un investissement de 1,7 M€ sur la ZA du Plan à Entraigues, lui offrira plus de 2 000 m² dont elle sera propriétaire et lui permettra de rationaliser sa production. A l'horizon 2017, Alu CB prévoit d'atteindre les 3,5 M€ de chiffre d'affaires. PV

Gérant : Michel Brusq.

COULISSES

06. SOPHIA-ANTIPOLIS.

Insight en passe de lever 2 M€ pour attaquer la Corée

Après un premier tour de table de 500 K€ en 2011 avec Paca Investissement, Success Europe et Primavera, Insight SIP devrait lever 2 à 3 M€ auprès de capitaux-risqueurs dans les prochains mois. Ce financement lui permettrait de renforcer sa présence sur son marché de prédilection : l'Asie. Avec ses modules radiofréquences innovants, la PME sophilopolitaine a déjà séduit de grands groupes japonais comme Hitachi, Taiyo Yuden et dernièrement Lapis, filiale du groupe Rohm. Elle souhaite désormais s'attaquer à la Corée du Sud, eldorado du smartphone avec sa locomotive nationale Samsung. La technologie d'Insight SIP permet désormais de développer de nouvelles fonctionnalités pour les smartphones, notamment dans le domaine du sans-contact. Grâce aux fonds levés, elle compte lancer une offensive commerciale en Corée et, à terme, y ouvrir un bureau. En 2012, l'entreprise a vu son chiffre d'affaires croître de 20% et ce rythme devrait s'accélérer en 2013. RM



70 BOUTIQUES ET RESTAURANTS 12 SALLES DE CINÉMA 1500 PLACES DE PARKING

Une bonne nouvelle pour le commerce à Marseille

Actuellement en travaux, le centre commercial **Bleu Capelette** deviendra fin 2015 le plus grand pôle ciné, shopping, loisirs du cœur de Marseille-Provence. Conçu comme un lieu convivial et familial, **Bleu Capelette** illustrera le nouveau dynamisme urbain de Marseille Grand Est avec l'arrivée de nouvelles enseignes.

REPÈRES

- 42 000 m² de surface commerciale sur 3 niveaux.
- 70 boutiques et restaurants, 12 salles de cinéma.
- 1500 places de parking.
- 900 000 habitants à moins de 30 mn en voiture.
- 175 000 habitants à moins de 5 mn en voiture (zone de chalandise primaire).

www.bleu-capelette.com

Commercialisation : Manuela DEKOVIC Tél. 01 41 57 75 21

MARSEILLE 10^e



BLEU CAPELETTE
LOISIRS - CINÉ - SHOPPING

Ils seront à Bleu Capelette :

SUBWAY

SAINT ALGUE®

LES 3 PALMES
COMMERCE

COURIR

Auchan

Venice

FRANCK
PROVOST

LISSAC
Opticien

CO-PRODUCTION



ACCIDENTS

ÉNERGIE

13. AUBAGNE.
Aixia France a été liquidée
Spécialisée dans la conception et l'installation de dispositifs énergétiques solaires passifs (chauffe-eau, pompes à chaleur) et photovoltaïques, et franchiseur sous sa marque, la société Aixia France a été placée en liquidation directe (CA 2010 : 11,561 M€). Liquidateur : Me Michel Astier (Marseille).

IMPRIMERIE

13. GEMENOS.
Horizon s'assombrit
L'imprimerie Horizon, navire amiral du groupe Aspromonte, qui intègre tous les métiers de la chaîne graphique, vient d'être placée en redressement judiciaire (CA 2010 : 6,128 M€). Le groupe, qui intègre des sociétés d'édition et une imprimerie à Monaco (Multiprint), et possède des participations dans une société algérienne, avait réorganisé ses filiales en février 2010 (SI 692). Mandataire judiciaire : Me Vincent de Carrière (Marseille), administrateur judiciaire : Me Emmanuel Douhaire (Marseille).

AUDIOVISUEL

13. MARSEILLE.
Action synthèse stoppée net
Action synthèse exécutait un plan de continuation depuis octobre 2011. En RJ depuis avril 2010, la société de production audiovisuelle spécialisée dans les films en images de synthèse vient d'être liquidée (CA 2010 : 1,705 M€, RN : -523 K€). Liquidateur : Me Jean-Charles Hidoux (Marseille).

TRANSPORT

13. MARSEILLE.
Sortie de route pour ADN
ADN, transporteur de fret interurbain, a été placé en liquidation directe (CA 2011 : 3,045 M€). Liquidateur : Me Michel Astier (Marseille).

COMMERCE

83. PUGET-SUR-ARGENS.
Sud coquillages marée a perdu pied
Mareyeur et spécialiste en produits de la mer, la société Sud coquillages marée était sous procédure de sauvegarde depuis juillet dernier. Elle vient d'être liquidée (CA 2009 : 6,474 M€, effectif : 22). Liquidateur : Me Marie-Sophie Molla (Fréjus).

SERVICES

13. VENELLES.
Proxidom services en RJ
Spécialisée dans l'aide à domicile, la société Proxidom services vient d'être placée en redressement (CA 2011 : 2,9 M€, effectif : 104). Mandataire judiciaire : Me Dominique Rafoni (Aix-en-Provence), administrateur judiciaire : Me Charles de Saint Rapt (Aix).

83. PUGET-SUR-ARGENS.

Innoval se diversifie avec un store éventail

La société varoise Innoval, active en mécanique générale et spécialisée en profilage alu, vient de lancer voici quelques jours un produit propre sous le nom de Seashell™.

Il est commercialisé par sa filiale Positif concept auprès des storistes et de réseaux tels que Monsieur Store ou Vlaemyck. Ce produit propre est un store éventail de nouvelle génération conçu, usiné et assemblé par Innoval à partir d'une invention australienne dont elle s'est assurée les droits d'exploitation de la licence en Europe. La société azuréenne, qui a réalisé sur son dernier exercice 2012/2013 (clos le 31 mars dernier) un chiffre d'affaire de 2 M€, avec 35 salariés, attend de cette diversification un volume de ventes de 800 000 € en année pleine, correspondant à la vente d'environ 300 stores. PV

Président : Jean-Philippe Mabicat.

PLASTURGIE

06. SAINT-LAURENT-DU-VAR.

Azur Caoutchouc connaît une forte croissance... sans visibilité

Conséquence inattendue de la crise, la société azuréenne Azur Caoutchouc, spécialisée dans la transformation des élastomères, connaît en ce début d'année une croissance de 20% de son activité... mais elle pâtit aussi d'une absence totale de visibilité avec un carnet de commandes réduit à trois semaines... Explication : crise oblige, ses clients ne passent commande qu'au tout dernier moment, exigeant en revanche d'être livrés dans l'urgence. Dirigée par les deux frères David et Marcel Colacicco, l'entreprise, qui a réalisé en 2012 un chiffre d'affaires de 1,2 M€, avec dix salariés, trouve ses clients dans les secteurs de l'automobile, du BTP, du nautisme, des chantiers navals, du paramédical, du ferroviaire et de la sidérurgie. PV

AGROALIMENTAIRE

PACA.

Le Comptoir de Mathilde prévoit trois nouvelles ouvertures en Paca

Le Comptoir de Mathilde ne cesse de grandir, notamment en région Paca. Ce fabricant drômois de produits de chocolaterie et d'épicerie fine avait déjà multiplié les ouvertures régionales ces dernières années (SI 787), que ce soit du côté d'Avignon, de Vaison-la-Romaine, et dernièrement de Sainte-Maxime. Le groupe basé à Tulette (Drôme) et spécialisé dans la fabrication de gourmandises entend encore consolider son maillage régional. Le Comptoir de Mathilde (ex-Savour CDM, CA 2012 : 5,3 M€, effectif : 24) va ainsi ouvrir cette année des boutiques en franchise à Aix, à Cavalaire et à Gréoux-les-Bains. En parallèle, la société, qui enregistre une croissance annuelle de l'ordre de 30% et qui vient de s'installer dans de nouveaux locaux d'une superficie de 3 200 m², projette l'ouverture de boutiques en nom propre à Paris et à Lyon. JP

IMMOBILIER

83. TOULON. 13. SAINT-MARTIN-DE-CRAU.

Carnivor dope sa trésorerie pour bondir à nouveau

Le groupe toulonnais Carnivor vient de céder deux des quatre bâtiments qu'il détient sur le parc d'activités Boussard Nord à Saint-Martin-de-Crau au fonds d'investissement anglo-saxon Tristan Capital. Cette transaction, effectuée par son directeur immobilier Eric Pierotti, concerne les immeubles A et C dont le locataire est Maisons du monde. Ils représentent 120 000 m² de surface de plancher. Carnivor loue actuellement les bâtiments B1 et B2 à Maisons du monde et Katoen Natie. Cette vente, combinée à celle réalisée, début 2013, avec Katoen Natie, à qui il a cédé 25 hectares sur la zone Boussard Sud pour l'édification de quelque 120 000 m² d'entrepôts, permet à Carnivor de disposer d'un cash important qui lui servira à réaliser de nouvelles opérations à Saint-Martin-de-Crau. L'entreprise prépare notamment la construction de deux entrepôts logistiques soit au total 70 000 m² à commercialiser sur la zone dite la Thominière.

16 000 M² POUR LE GROUPE RDT. Par ailleurs, le groupe va livrer, d'ici à l'été 2013, 16 000 m² d'entrepôts frigorifiques pour le groupe RDT sur une parcelle attenante à son unité de conditionnement de produits carnés. 14 M€ sont investis pour construire ces nouvelles installations d'ores et déjà louées dans le cadre d'un bail commercial de neuf ans. Ces entrepôts permettront au logisticien de réunir sur un même site l'en-



Photo X - DR

Le bâtiment qui sera livré au groupe RDT

semble de ses plateformes logistiques situées dans les alentours de Marseille.

Signalons que concernant le pôle hôtelier en cours de création sur la zone Ecopole 5, les travaux pour la construction d'un hôtel B&B de 60 chambres et celle d'un restaurant Courtepaille devraient être engagés vers la fin du mois de mai prochain. Un concours a été engagé pour choisir l'entreprise qui assurera le suivi de ce chantier. La phase de sélection est prévue entre les 15 et 30 avril prochains. Rappelons que Carnivor est l'un des acteurs incontournables de la zone logistique de Saint-Martin-de-Crau et qu'il prépare l'édification de 120 000 m² de bâtiments logistiques sur la zone Boussard Sud.

Pascal Burgues

BIOMÉDICAL

13. AIX-EN-PROVENCE.

SuperSonic Imagine lève 28 M€ pour accélérer à l'international

SuperSonic Imagine, spécialiste de l'imagerie médicale, annonce la finalisation d'une levée de fonds de 28 M€ avec l'entrée au capital du FSI (Fonds stratégique d'investissement) à hauteur de 14 M€ et de deux nouveaux entrants, Alto Invest et KLSC (Kuwait Life Science Company) aux côtés de ses investisseurs historiques (Edmond de Rothschild Investment Partners, Auriga Partners, Omnes capital, CDC Entreprises, NBI Ventures, Wellington Partners, iXO Private Equity et Mérieux développement). Ce financement permettra d'accélérer la commercialisation à l'international de son échographe Aixplorer, produit qui cibait principalement la santé de la femme lors de son lancement en 2009 et qui couvre aujourd'hui toutes les cibles de la radiologie générale : "Aujourd'hui, homologué dans 54 pays et vendu à plus de 500 exemplaires, Aixplorer connaît un succès mondial. Cette nouvelle levée de fonds nous donne les moyens de franchir une étape clé dans notre développement avec la pénétration du marché chinois en pleine expansion", souligne **Jacques Souquet**, PDG de SuperSonic Imagine. L'entreprise signe une forte croissance en 2012 avec un chiffre d'affaires de 14 M€, en progression de 40%, dont plus de 80% à l'international. RM

ÉQUIPEMENT

13. ETANG DE BERRE.

PalSud rejoint le groupe PGS

Le groupe PGS, fabricant et reconditionneur de palettes bois, vient de racheter la société PalSud, filiale du groupe Arnaud située à Berre-l'Étang. Le groupe rouennais s'est emparé dans le même temps d'une autre entreprise, F Arnaud, en Gironde. Avec cette opération de croissance externe, PGS renforce sa présence dans le sud de la France. L'acquisition de ces deux sites de production de palettes vient achever le maillage de PGS dans l'Hexagone, avec dix rachats enregistrés depuis 2009. Cette année, le groupe PGS fête ses 20 ans d'existence et prévoit un chiffre d'affaires consolidé proche de 200 M€, avec

COMMUNICATION

13. AIX-EN-PROVENCE.

Malgré son recul à l'international, High Co persiste... et signe

En 2012, la baisse de 7,7% de la marge brute de High Co provient en partie de l'international (-12,3%), la Belgique et l'Espagne ayant particulièrement souffert. La chute atteint -32,5% sur la part de son résultat des activités ordinaires (résultat opérationnel courant avant charges de restructuration) liée à l'international, heureusement compensée par l'activité française (+10,7%). Au final sur l'exercice, High Co obtient un résultat net de 6 M€, en hausse (+4,2%). Malgré ces difficultés sur ses marchés étrangers qui génèrent tout de même 43% de sa marge brute en 2012, établie à 71,6 M€, le groupe aixois en fait l'un de ses axes de croissance pour les prochaines années.

UNE PROSPECTION TOUS AZIMUTS.

Un bureau vient d'être installé en Russie, quinzième pays où High Co peut revendiquer une présence. "L'étendue de ce réseau va nous permettre désormais de répondre à des appels d'offres internationaux", indique **Richard Caillat**, président du directoire. Au Royaume-Uni, la société de marketing a conquis le cinquième distributeur alimentaire, The Co-Operative Group. En Europe



Richard Caillat

Photo X - DR

centrale, elle a lancé ses premières campagnes d'émissions de coupons pour Tesco en Hongrie, Metro et Makro en République Tchèque et Slovaquie. Aux Emirats arabes unis, elle a augmenté sa participation à 30% dans Integral Shopper qui se présente comme "la première société de couponing au Moyen-Orient". En deux exercices, la part des nouveaux pays (Belgique exclue) est passée de 2% à 10% de la marge brute et l'objectif est de la doubler "à moyen terme". Pour y parvenir, High Co étudie toujours un dossier en Allemagne, "une acquisition qu'on a du mal à concrétiser", admet **Richard Caillat**. Hors d'Europe, l'Arabie saoudite, le Liban font partie de ses perspectives. Une participation de 10% dans une start-up est en cours de finalisation pour mettre un pied au Maroc en vue d'y développer le couponing. "Le déploiement de nos solutions dépend du niveau d'équipements des magasins et des consommateurs. La Turquie a encore du retard, par exemple", confie **Didier Chabassieu**, le directeur général exécutif.

Jean-Christophe Barla

près de 1 000 collaborateurs directs. Il souhaite désormais se développer à l'international et le nouveau site de l'Étang de Berre devrait jouer un rôle central dans cette expansion grâce à sa proximité avec le port marseillais. PalSud emploie une vingtaine de personnes à Berre et réalise un chiffre d'affaires d'environ 6 M€. RM

unité est spécialisée dans la fabrication de composants électromécaniques (potentiomètres, capteurs, résistances...) pour des secteurs très divers : l'aéronautique, le spatial, le ferroviaire, l'automobile, les véhicules industriels et l'industrie. RM
Vishay France, CA : 77 M€, effectif : 450.

INGÉNIERIE

84. AVIGNON.

CapiTechnic veut doubler ses ventes avec une offre gratuite

CapiTechnic entend maintenir, voire accroître sa bonne dynamique. Ce cabinet d'ingénierie, qui propose notamment une solution de gestion des équipements et accompagne des services techniques dans leur maintenance, vient de lancer, dans cette perspective, plusieurs versions monoutilisateur gratuites et en ligne de son logiciel CapiLog. Cette solution est présentée comme une alternative efficace, plus simple et surtout moins coûteuse que les GMAO (Gestion de maintenance assistée par ordinateur) du marché. Un logiciel qui est notam-

ment destiné aux entreprises industrielles, de services, aux laboratoires, ainsi qu'aux plateformes et prestataires de maintenance. Il permet en effet de maîtriser la préparation des interventions, leur planification et leurs coûts, de gérer des équipements, de disposer d'indicateurs de suivi... De cette manière, la société créée en 2009 espère se faire connaître et booster la commercialisation du logiciel CapiLog. Après avoir réalisé un CA 2012 de l'ordre de 100 K€, CapiTechnic vise un CA de près de 200 K€ cette année. JP

BÂTIMENT

06. ANTIBES.

Nouvelle compétence pour Illex

Spécialiste dans la maintenance et l'installation des ascenseurs, contrôles d'accès et portes de garage, le groupe Illex s'est fixé comme objectif d'élargir son champ de compétences en se positionnant sur le créneau des escaliers automatiques. Dans ce cadre, il a signé un partenariat avec un intermédiaire chinois afin de sélectionner les entreprises chinoises qui répondront le mieux à ses attentes sachant

Membre de SYNTEC
Conseil en Recrutement



Assurer les bonnes connexions
entre l'entreprise et l'individu

Vous cherchez les bons **profils** ?

Vos **managers** doivent optimiser leurs **performances** ?

Vos **collaborateurs** s'interrogent sur leur **carrière** ?

Vous devez identifier les **talents internes** ?

Vous voulez **accompagner** le départ d'un collaborateur ?

Vous souhaitez professionnaliser vos **recrutements** ?

Recrutement
Evaluations Executive coaching
Assistance au recrutement
Assessment center
Bilans professionnels
Outplacement individuel
Chasse de têtes
Conseil en mobilité in et out

Marc LOW

Fondateur du cabinet connect RH
marc.low@connect-rh.com - 07 78 64 55 20

Séverine BORGNON-MOUSSARD

Associée du cabinet connect RH
severine.borgnon@connect-rh.com - 07 78 21 94 90



Le Grand Prado
6 allées Turcat Méry - 13008 Marseille
Fax : 04 84 26 84 55
www.connect-rh.com

e-messina

» que 95% des fabricants d'escaliers automatiques sont implantés en Chine. La PME, qui a déménagé dans son nouveau siège à Antibes fin 2012, est partenaire du fabricant indépendant d'ascenseurs Imen. Ce partenariat lui permet de répondre à des marchés sortant de l'ordinaire. Elle a notamment réalisé dernièrement un ascenseur longeant une colline à Beausoleil (06). La société a engagé fin novembre 2012 un investissement de 300 K€ pour unifier l'ensemble de son système informatique sous forme de cloud, de manière à ce que toutes ses agences puissent disposer des mêmes informations en même temps. En attendant l'uniformisation de son système informatique, l'lex a mis en stand-by son développement à l'international et son projet de créer deux nouvelles agences en Croatie et en Serbie. Le groupe prévoit d'ici la fin de l'année 2013 d'ouvrir une nouvelle antenne à Perpignan. PB

06. CARROS.

Plus que deux repreneurs en lice pour Creal

Mercredi 3 avril, les deux offres de reprise du Groupe Creal (Carros), spécialiste des menuiseries et fermetures aluminium ou PVC, ont été présentées au tribunal. Les anciens cadres dirigeants du Groupe Creal qui avaient lancé une offre de reprise se sont retirés auparavant. Reste donc en course le Groupe Vial, spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de menuiserie industrielle discount, et Franciaflex, filiale de MAC, Groupe SFPI, qui propose la même activité que le Groupe Creal. La décision finale est attendue pour le 12 avril prochain. "Il s'agit de deux offres sérieuses avec des opérateurs industriels de nature à assurer la pérennité de l'entreprise. On devrait aboutir environ à une sauvegarde de 180 emplois sur les 244 existants", commente **Xavier Huertas**, administrateur judiciaire. Le Groupe Creal est en redressement judiciaire depuis octobre 2012. Il est lourdement déficitaire avec une diminution sensible de son chiffre d'affaires. CD

IMMOBILIER

06. GRASSE.

Redeim prépare un nouvel espace commercial à Grasse

Spécialisée dans la conception et la promotion de projets urbains d'aménagement commercial alliant activités de périphérie et de centre-ville, le

promoteur Redeim, en co-promotion avec MLP Investissement et développement, a dans les cartons le projet de réaliser un nouvel ensemble commercial à Grasse. Le projet porte sur l'édification d'un immeuble de 2 700 m² divisibles en six cellules commerciales. Il verra le jour sur une parcelle desservie par la route de Grasse et sera située à proximité du centre commercial Intermarché, à mi-chemin entre le centre Axe 85 (Aubert, Camaieu, Célio, Kiabi, La Foirfouille, La Grande récré, Orchestra) et la zone commerciale Auchan. Il sera destiné à accueillir des enseignes spécialisées dans l'équipement de la personne, l'équipement de la maison, la beauté et la santé. Un espace de restauration est également prévu dans ce programme. Les futures installations ont été conçues par le cabinet d'architecture Interfaces architectures et ingénierie, implanté à Vertou (44). Le dossier devrait être déposé en CDAC courant 2014. PB

06. NICE. MOUGINS.

17 000 m² de bâtiments pour David Beauchamp

Selon nos informations, le promoteur lyonnais David Beauchamp prépare la réalisation de deux nouveaux programmes sur la côte d'Azur. Le premier est à l'étude à Nice. Le projet porterait sur l'édification d'environ 10 000 m² de bâtiments. Les deux tiers de ce programme seraient destinés à l'accueil d'activités de logistique, le tiers restant serait voué à l'implantation de commerces. Ce nouveau parc d'activités est envisagé sur une parcelle située route de Grenoble. Le second programme, quant à lui, devrait être mené à Mougins. Il porte sur la construction d'un ensemble commercial composé de quelque 7 000 m² de cellules commerciales. Ces deux dossiers en sont au stade de la formalisation du foncier. Le promoteur travaille actuellement avec les divers acteurs institutionnels et économiques pour coller au mieux aux besoins et attentes des différents publics concernés. A suivre... PB

83. LA VALETTE-DU-VAR.

Bouygues immobilier va construire 68 appartements à La Londe

Implantée à La Valette, l'agence varoise du promoteur-constructeur Bouygues immobilier va construire un nouvel ensemble résidentiel baptisé Le Castellia à La Londe-les-Maures. Le

122 M€

pour financer les PME de la région Paca. Tel est le nouveau montant prévu dans le cadre du dispositif Jeremie Paca. En décembre 2012, lors de la signature de la convention opérationnelle entre le Fonds européen d'investissement (FEI) et les trois Banques populaires de la région Paca, le montant estimé s'élevait à 111 M€ (SI 807). Pour rappel, le dispositif Jeremie Paca entend répondre à la problématique d'accès au crédit des entreprises en limitant le niveau de garantie personnelle exigée par la banque, et en permettant une réduction du taux d'intérêt. Désormais, les PME du tourisme et de la construction sont éligibles à ce dispositif. CD

projet prévoit l'édification d'une résidence composée de 68 appartements allant du studio au T4. Il verra le jour sur une parcelle située en centre-ville avenue Charles De Gaulle. La mission de maîtrise d'œuvre a été confiée au cabinet d'architecture marseillais Bois Graziani. La commercialisation est en cours. La consultation des entreprises pourrait être engagée après la période estivale 2013. Les travaux devraient être engagés dans le courant du premier semestre 2014. L'objectif est de livrer ce nouvel ensemble au 2^e trimestre 2015. La nouvelle résidence sera construite de manière à répondre aux critères BBC. PB

83. HYÈRES.

58 logements pour Pitch promotion

L'agence de Valbonne du promoteur constructeur Pitch promotion envisage la réalisation d'un nouveau programme immobilier sur le territoire de la commune de Hyères. Le projet porte sur l'édification d'un immeuble collectif composé de deux cages d'escaliers qui totaliseront 58 appartements. La future résidence verra le jour sur une parcelle située entre la rue Gallieni et l'avenue Alexandre Casteuil. Le programme prévoit également la rénovation d'un bâtiment existant et sa reconversion en locaux de services qui seraient, selon nos informations, cédés à un utilisateur final. Le dossier en est au stade des autorisations. Des

Le Comtadin va retourner sur ses terres du Comtat Venaissin

L'hebdo *Le Comtadin*, qui appartient à l'imprimeur varois Jacques Riccobono (le Muy, 83) change de stratégie. Cet hebdomadaire d'annonces légales qui a toujours eu l'ambition d'être un vrai journal de territoire, quitte Avignon et ses coûteux locaux de la rue de la République, pour recentrer sa rédaction sur ses terres originelles de Carpentras. **Pierre Nicolas**, journaliste jusqu'alors, devient chef d'édition et aura pour mission de traiter l'information plus en profondeur - mais au pied du Ventoux - et de tisser des partenariats locaux notamment avec les mondes économique et associatif. Le point de chute n'est pas encore défini. Par ailleurs, l'équipe des annonces légales quittera l'intra-muros avignonnais pour une implantation dans la sud de la Cité des Papes sur un site stratégique proche de la Maison de l'entrepreneur. Ce service de la CCI accueille le Centre de formalités des entreprises, lesquelles formalités réclame la publication d'annonces légales pour nombre de démarches administratives.

UNE PATATE CHAUDE ? Cet hebdomadaire avait été racheté dans les années 90 par **Yves Rousset-Rouard**, alors député



Pierre Nicolas

dans le Luberon, qui lui avait donné une ambition et une couverture rédactionnelle vraiment départementale. Mais, faute de rentabilité, il l'avait cédé au groupe *La Provence* qui l'avait renommé *L'Hebdo Vaucluse*, en ligne avec son titre phocéen *L'Hebdo*. Après avoir échoué au redécoupage, et prisonnier de ses très coûteux locaux en raison d'un bail commercial en béton, le titre a été cédé à Jacques Riccobono en 2006. L'imprimeur varois contrôle quatre autres hebdomadaires de même nature : *Le Var Information* (Le Muy, Toulon), *L'Avenir Côte d'Azur* (Nice et Cannes), *Le Régional* (Salon-de-Provence) et *Le Républicain d'Uzès* (Uzès, 30). Il se partage la part la plus importante de ce marché lucratif des annonces légales en région Paca avec son frère **Bernard Riccobono**, propriétaire des *Nouvelles publications* et de *Travaux publics et bâtiment du Midi* (TPBM, Marseille). Sur Avignon, il existe un autre hebdo de ce type : *Les Petites affiches de Vaucluse* rebaptisées *L'Echo du mardi*.

Emmanuel Brugvin

modifications pourraient être apportées au volet architectural. La mission de maîtrise d'œuvre a été confiée au cabinet d'architecture marseillais Dossetti & Partners. Pour l'heure, la programmation concernant la consultation des entreprises et la mise en chantier n'a pas encore été arrêtée. Au mieux, les entreprises pourraient être consultées après l'été prochain. PB

84. MALAUCÈNE.

Un aménageur toujours à l'affût sur les Papeteries

En relation avec les anciens syndicalistes des Papeteries de Malaucène, site industriel fermé depuis 2009, la presse quotidienne vauclusienne est peut-être allée un peu vite en besogne en affirmant que New Design Associates, énigmatique cabinet d'architecture et aménageur d'origine lyonnaise, cherchait des capitaux chinois pour investir au pied du Ventoux. Si ce groupe a été primé pour ses réalisations architecturales dans l'Empire du milieu, il serait plutôt en contact avec des investisseurs du Benelux, selon une source proche du dossier de reconversion du site, qui les a rencontrés récemment. Cet

aménageur restera très discret tant que son tour de table ne sera pas terminé, histoire de ne pas vendre la peau de l'ours qui représente, en l'occurrence, 70 M€ d'investissements. Son projet comprend, pour l'instant, une soixantaine de logements en accession à la propriété, une maison médicale, peut-être une maison de retraite, un village d'entreprise pour accueillir des TPE liées au vélo, un hôtel haut de gamme et une "académie du golf". EB

FINANCE

13. MARSEILLE.

La SCR Provençale et Corse mise sur Oreka Sud

La Société de capital risque Provençale et Corse (Marseille) fait partie du premier tour de table d'une société prometteuse. Il s'agit d'Oreka Sud, une structure créée fin 2010 et domiciliée à Bagnols-sur-Cèze, dans le Gard (périmètre du groupe BPPC). Cette levée de fonds d'un montant total de 750 K€ va permettre à la société spécialisée dans l'ingénierie

nucléaire de finaliser et de commercialiser un logiciel d'aide à la décision dans la conduite de chantier de rénovation ou de déconstruction. Un outil qui permettra notamment de simuler une opération de démantèlement d'usine nucléaire. "Le logiciel est à maturité et il mobilise déjà toutes les attentions. La société aura sans aucun doute des commandes en région Paca, notamment avec Cadarache", précise **Sauveur Cascone**, responsable de la SCR Provençale et Corse. Pas étonnant donc que le Marseillais apporte son ticket maximum à cette société, c'est à dire 100 K€. Le reste provient de Soridex (200 K€), Jeremie LR (200 K€) et de CEA Investissement (250 K€). Oreka Sud a réalisé en 2012 un chiffre d'affaires de 115 K€ pour cinq salariés. CD

13. AIX-EN-PROVENCE.

Claude Léoni lance son fonds d'investissement

Le fondateur de Spir communication (Aix-en-Provence), **Claude Léoni**, vient de lancer un nouveau family office baptisé Financière Investissement Azur (FIA). Basé à Aix, ce fonds de capital-développement sera doté de

» 50 M€. Il est voué à prendre des participations majoritaires avec des montants compris entre 2 à 10 M€ dans des entreprises non cotées affichant un chiffre d'affaires allant jusqu'à 30 M€. Pour l'aider dans cette nouvelle aventure, Claude Léoni a recruté **Franck Urbanski**, ancien directeur associé chez Evolem à Lyon. Ce dernier a déjà commencé à travailler et doit monter une équipe opérationnelle pour la gestion du nouveau fonds d'ici la fin de l'année. RM

TÉLÉCOMMUNICATION

13. MEYREUIL.

Iperlink acquiert Atriwan Teknologik

La société Iperlink (Dardilly, 69), spécialisée dans l'intégration de solutions de télécommunications pour entreprises, annonce l'acquisition d'Atriwan Teknologik (Meyreuil), société de services spécialisée en téléphonie, réseaux IP, convergence voix/données et hébergement, dédiée aux entreprises. C'est la 6^e acquisition réalisée par Iperlink depuis 2009. Avec le rachat du fonds de commerce d'Atriwan Teknologik, Iperlink s'enrichit notamment de 150 nouveaux clients ayant principalement leurs activités dans les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon. "Nous sommes très heureux de cette opportunité qui vient renforcer notre agence sud-est et doit nous permettre un développement commercial important sur cette zone géographique", précise **Nicolas Davy**, président d'Iperlink. A cette occasion, Iperlink annonce un CA 2012 de 3,6 M€, en croissance de près de 20%. Et ambitionne pour 2013 de réaliser un CA d'environ 4,2 M€. Atriwan Teknologik, de son côté, affiche 530 K€ de CA en 2012 pour trois salariés. CD

SERVICES

83. SIGNES.

La conciergerie de la zone d'entreprises de Signes, un pari fou ?

Lancée depuis le 8 octobre 2012, la conciergerie du Groupement des entreprises du plateau de Signes (Geps) ouvrira son nouveau local le 15 avril 2013. Celui-ci a été mis à disposition gratuitement par la Communauté de communes Sud Sainte Baume à côté du restaurant inter-entreprises au cœur de la zone. Les salariés pourront y venir déposer leur linge, prendre un

TERRITOIRES

06. CANNES.

Eiffage et Archidev vont lifter le Palais des festivals

Le groupement associant Eiffage (mandataire), les architectes Archidev (Cachan, 94), Ricci architectes et associés (Nice), les bureaux d'études techniques PCA Sud-Est (Nice), Alto ingénierie (Bussy-Saint-Martin, 77), Structure Riviera (Saint-Laurent du Var, 06), Erg Bet (La Seyne-sur-Mer, 83), l'acousticien **Rémi Raskin** (Suresnes, 92), le scénographe **Thierry Guignard** (Bénouville, 76), le cabinet d'éclairagiste Speeg & Michel (Paris et Eguilles, 13), les sociétés Pignatta (électricité, Mougins, 06) et Crystal SAM (plomberie-ventilation, Monaco) est le lauréat du marché de conception-réalisation pour la modernisation du Grand auditorium du Palais des festivals de Cannes. Le projet piloté par la Semec - la SEM gestionnaire du palais - se veut moins budgétivore que celui imaginé par **Jean-Michel Wilmotte** : le devis prévisionnel se monte désormais à 22,71 M€ TTC, nettement moins onéreux que le budget de 32 millions du projet initial de l'architecte. A défaut d'extension, jugée trop compliquée techniquement, le Grand auditorium va s'offrir un lifting. Le chantier le plus spectaculaire concernera le grand escalier extérieur qui accueille la légendaire montée des marches : celui-ci sera complètement reconstruit en pierres blanches. La verrière, située côté mer, sera quant à elle élargie et agrandie, afin de lui donner un aspect plus contemporain. Ces deux opérations s'accompagneront d'une mise en lumière de la façade du bâtiment et de son parvis.

D'ABORD, DÉSAMIANTER. La cure de jouvence bénéficiera également à l'intérieur du Palais : l'entrée et le foyer du Grand auditorium seront entièrement rénovés, desservis par un nouvel escalier hélicoïdal blanc. Derrière la verrière, au quatrième étage, une petite salle de réception de 170 m² sera aménagée (avec une mezzanine VIP de 30 m²). Et les bureaux organisateurs seront agrandis... Les neuf auditoriums annexes subiront eux aussi un lifting aussi bien technique qu'esthétique. Enfin, précisons qu'avant d'attaquer ce chantier, les entreprises devront prendre en charge les délicats travaux de désamiantage de certaines parties du bâtiment. Eiffage et ses partenaires devront également composer avec un échéancier très rigoureux : ils devront réaliser les travaux durant les trêves estivales de 2013, 2014 et 2015, par souci du maintien de la continuité de l'exploitation du complexe durant toute la durée de l'opération (44 mois au total).

William Allaire



La verrière, située côté mer, sera élargie et agrandie

Photo X - DR

panier de légumes, deux des nombreux services proposés pour les soulager de leurs tâches domestiques. Les petites entreprises pourront recevoir leur courrier pour 720 € annuel, sans recourir au service payant de La Poste (2 000 à 3 000 € annuel) si elles ne souhaitent pas se déplacer chaque jour au point de distribution (les entreprises de la zone de Signes ne bénéficient pas en effet de ce service public). Après un démarrage poussif les trois premiers mois, toutes les entreprises de la zone ont bénéficié en décembre 2012 d'un mois gratuit et la formule d'adhésion des entreprises a été revue à la baisse en janvier 2013.

"Etrangement, beaucoup de petites entreprises ont tout de suite adhéré alors que nous attendions les plus grosses", illustre **Olivier Guillot**, animateur du Geps. Ces deux opérations ont réussi néanmoins à convaincre les plus importants employeurs de la zone et leur comité d'entreprise d'adhérer. A ce jour, 60% des 2 300 salariés de la zone de Signes bénéficient des prestations de la conciergerie assurées par des artisans locaux. Recrutée en

contrat à durée déterminée en octobre 2012, **Nathalie Petit**, une ancienne commerçante, assure une partie des prestations (repassage, retouches) et tisse les liens avec les référents à l'intérieur de chaque entreprise. "L'objectif est de couvrir le salaire de Nathalie Petit et les frais de fonctionnement par les commissions perçues sur chaque prestation réalisée en gardant des prix attractifs", explique Olivier Guillot. Fin 2013, en fonction des résultats de la première année d'activité, l'expérience s'arrêtera là ou une structure à part entière sera créée. ACR

TERRITOIRES

05. GAP.

Le premier tronçon de la rocade devrait arriver à l'horizon 2016

Le top départ de la construction du premier tronçon de la rocade de Gap va bientôt être donné, après une attente longue de 38 ans ! Les premiers ouvrages devraient en effet débiter d'ici à la fin de l'année, après

que l'arrêté de déclaration d'utilité publique a été rendu en septembre dernier, et le temps que la Dreal termine l'étude technique du projet. Le premier tronçon lancé, long de 2,9 km et reliant la route de Veynes à celle de Grenoble, comprendra notamment l'édification d'un pont en courbe de 150 mètres. Conséquence : le montant de cette première facture est relativement élevé, de l'ordre de 36 M€. Une somme prise en charge par le Conseil régional et l'Etat (12 M€ chacun), mais également par la Ville de Gap et le Conseil général 05 (6 M€ chacun). Les travaux sont prévus pour durer trois ans, avec une mise en service à l'horizon 2016-2017. La Ville souhaite ensuite enchaîner par la construction d'un second tronçon, en l'occurrence celui reliant la route de Grenoble à celle de Briançon. D'autant qu'il est nécessaire de recommencer la procédure dans son intégralité... Sauf que la municipalité n'a, pour le moment, aucun acquis sur les financements des deux dernières tranches de la rocade... JP

Direction Régionale à la Recherche et à la Technologie (DRRT) PACA

23-25, rue Borde - CS 10009 - 13285 MARSEILLE CEDEX 08
Antenne de Nice : Université de Nice Sophia-Antipolis - Grand Chateau
DAG - 28, avenue Valrose - BP 2135 - 06103 NICE CEDEX 2
Web : www.drart-paca.fr

Délégué Régional
à la Recherche et à la Technologie
Jean-Philippe NABOT
Tél : 04 86 67 34 39 / 42

Adjoint
Tél : 04 86 67 34 40

Adjoint
Cyrille FORESTIER
Tél : 04 86 67 34 44

Adjointe pour l'Académie de Nice
Nadine MARCHANDE
Tél : 06 26 37 08 36

Collaboratrice FEDER
Dominique SAUVA
Tél : 04 86 67 34 43

Assistante
Corinne GUITTON
Tél : 04 86 67 34 42

Assistante
Danielle DI GREGORIO
Tél : 04 86 67 34 41



Photo X - DR

FRÉDÉRIC CUVILLIER n'est pas le ministre le plus médiatisé du gouvernement Ayrault. Mais le ministre des Transports sait monter au créneau quand il le faut, comme cela a été le cas dernièrement concernant la SNCM. Il a ainsi estimé qu'il est "inacceptable que des navires affrétés durablement par la compagnie ne soient pas enregistrés sous pavillon français". Il a ainsi demandé à la direction d'inscrire à l'ordre du jour du conseil de surveillance "le cas des deux navires, l'un sous pavillon grec et l'autre sous pavillon italien, que la compagnie est en train d'affréter, afin de chercher les meilleures pistes permettant de garantir l'emploi des marins français à bord". Rappelant, au passage, que "l'action du gouvernement a toujours été la défense du pavillon français".



Photo : E. Brugnié

YANNICK BLANC, préfet de Vaucluse, confronté à la fronde du monde économique vauclusien vent debout contre les PPRI (Plan de prévention des risques inondations), qui empêchent le développement des zones d'activités, annonce "vouloir mettre autour de la table les entrepreneurs, les collectivités locales et les services de l'Etat pour trouver ensemble des solutions et utiliser les possibilités de dérogations prévues par la loi. Je veux mettre fin à une crispation qui existe entre les porteurs de projets et les administrations. J'ai déjà été sollicité sur ce sujet indépendamment par la CCIT de Vaucluse d'une part, et l'Agence d'urbanisme (Aurav) d'autre part. Nous allons évaluer ensemble chaque zone. Par contre, je rappelle que certaines digues, comme celle de Pertuis ou d'Avignon-Courtine doivent être qualifiées par des experts pour permettre la construction d'installations et éviter des drames comme la région en a connus."

RÉGIS TORREILLES, président du Fongecif Paca, est inquiet pour son organisme collecteur destiné à la formation des salariés grâce au Congé individuel de formation (CIF). Il s'interroge sur la dérive de la mission initiale de son organisme vers des objectifs télégués par l'Etat. "Bientôt, nous allons ressembler à Pôle emploi", tonne-t-il. Ainsi, en 2012, le taux d'acceptation des CIF pour les salariés en contrat à durée indéterminée a dégringolé à 47%. "Si nous ne répondions pas aux appels à projets télégués par l'Etat, le taux d'acceptation pour les salariés en CDI tomberait à 30%", clame-t-il encore. En contrepartie, le taux d'acceptation frôle les 80% pour les CIF CDD, des demandeurs d'emploi en fin de contrat à durée déterminée envoyés par Pôle emploi. Une dérive des missions initiales qui prend l'allure d'un choix stratégique.

RICHARD CAILLAT, président du directoire de High Co, prévoit que la croissance du groupe tiendra à sa capacité à déployer à moyen terme une gamme de solutions digitales destinées aux consommateurs, aptes à tirer 50% de son activité. Quitte à vider les magasins de leurs clients ? Le dirigeant admet le risque mais le nuance. "Nous allons vers une fragmentation accrue des modes de consommation. Notre monde reste cependant relié au passage en caisse, ce qui implique un

point physique. Les prospectus seront remplacés à terme par des écrans, des bornes, de l'e-mailing, mais 90% des produits alimentaires continueront de se vendre en grande distribution."



Photo : E. Brugnié

FRANÇOIS GILLIARD, président de l'UIMM dans le Vaucluse (métallurgie), par ailleurs président du directoire de Socomelu à Pertuis, mobilise les pouvoirs publics sur une situation qui pénalise son secteur d'activité. "D'une part, nombre d'entreprises du Sud Luberon franchissent la Durance vers les Bouches-du-Rhône ou quittent Bollène pour le Tricastin dans la Drôme car le foncier manque cruellement dans le Vaucluse pour les entreprises en croissance. Aux politiques d'accompagner le développement économique. D'autre part, je dénonce la frilosité des banques et les mauvais payeurs qui interprètent à leur avantage la loi LME pour allonger leurs délais de paiement. Je demande à l'Etat, mauvais payeur, d'être exemplaire, car notre secteur souffre d'une réduction de ses marges. Nous voulons rappeler que l'industrie fait la richesse d'un pays. La métallurgie est en croissance dans le Vaucluse. Si, de 1995 à 2010, le nombre d'établissements s'est réduit à 110 enseignes, le nombre d'emplois a crû de 12% pour attendre 3 500 collaborateurs."

JEANINE IMBERT ne craint pas les satisfécit : "Avec des budgets énormes, d'autres opéras français ne parviennent pas à produire huit spectacles dans l'année." L'adjointe de **JEAN-CLAUDE GAUDIN** à l'Opéra municipal n'a pas hésité à en rajouter en présentant la saison 2013-14 mercredi matin. "Il est très bien géré l'Opéra, d'ailleurs le maire maintient son budget artistique à hauteur de 12,75 M€, et le Conseil général y ajoute pour la première fois 1,5 M€." Tout ceci permettra à l'Opéra, désormais officiellement dirigé par **MAURICE XIBERRAS**

depuis le 1^{er} février, de créer une *Colomba* attendue pour mars 2014, adaptée de Mérimée sur un livret de **BENITO PELEGRÍN**, et composée par **JEAN-CLAUDE PETIT**.

GREGORY MIRER est le nouveau chef des cuisines du Jardin, le restaurant de l'Hôtel de Mougins**** (06). Ancien de **JOËL ROBUCHON** et de **MAURO COLAGRECO**, qu'il rejoint de 2006 à 2010 en tant que second de cuisine au restaurant Le Mirazur (deux étoiles Michelin), ce jeune chef prometteur a officié de janvier 2011 à mars 2012 comme chef aux fourneaux du restaurant La Cédraie auquel il a su conserver le précieux macaron décroché par son prédécesseur. Son projet aux cuisines de l'Hôtel de Mougins : une cuisine moderne qui garde ses traditions, s'inspirer de la nature qui entoure l'hôtel, faire appel aux produits du potager d'herbes aromatiques nouvellement créé et suivre une trajectoire méditerranéenne qui ne dédaigne pas des incursions de cuisine fusion.

NOMINATIONS



Photo : E. Brugnié

SÉBASTIEN GIORGIS, architecte et paysagiste avignonnais, a été nommé à la présidence de l'Association des paysagistes conseils de l'Etat.

SYLVIE PÉQUIGNOT est nommée directrice générale de la Polyclinique des Fleurs (Ollioules, 83). Elle remplace **FRÉDÉRIC DUBOIS**, démissionnaire.

HENRI MANDRILLON a été nommé directeur général de Therabel industries (La Seyne-sur-Mer, 83).

CHRISTIAN PIETRI a été nommé DG d'Epur Nature (Caumont-sur-Durance, 84).

LA LETTRE SUD INFOS - Hebdomadaire créé en 1992
68 rue de Rome - 13006 Marseille
Tél. 04 96 11 65 65 - Fax 04 96 11 65 66
www.info-economique.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Thierry Silvestre
(04 96 11 65 65 - silvestre@sudinfos.com)

RÉDACTEUR EN CHEF : Jacques Gelin
(04 96 11 65 62 - gelin@sudinfos.com)

Rédacteurs : William Allaire (wallaire@wanadoo.fr), Denis Anniel, Jean-Christophe Barla (jchbarla@dartybox.com), Olivier Brunet (obrunet@infomediamc.fr), Emmanuel Brugin (brugin@gmail.com), Pascal Burgues (pascal.burgues@orange.fr), Nathania Cahen (n.cahen@free.fr), Jean-Damien Chatelain, Michel Couartou (michelcouartou@yahoo.fr), Maryline d'Asciano (mdasciano@aol.com), Alette de Broqua (adebroqua@orange.fr), Caroline Dupuy (cdupuy@orange.fr), Zoé Marti, Frédéric Maury (frederic.maury877@orange.fr), Richard Michel (richardmichel@hotmail.fr), Paul Molga (paulmolga@gmail.com), Michel Neumuller (mneumu@dub-internet.fr), Christiane Navas (christiane.navas@gmail.com), Julien Pompey (julien.pompey@gmail.com), Amandine Place (a.place.frigara@gmail.com), Anne-Cécile Ratcliffe (annececile.ratcliffe@gmail.com), Patrick Vercesi (vipnews@wanadoo.fr), Robert Villena (robert.villena@wanadoo.fr).

Secrétaire de rédaction : Clémence Renoux
(04 96 11 50 63 - doc@sudinfos.com)
Mise en page : Clémence Renoux
Documentaliste : Céline Bonnin
(04 96 11 65 63 - bonnin@sudinfos.com)

ABONNEMENTS et PUBLICITÉ : Katia Mahnour (04 96 11 65 65 - mahnour@sudinfos.com),
Assistant commercial : Fouad Ibrahim
(04 96 11 50 64 - ibrahima@sudinfos.com)

IMPRESSION : Imp'Act Imprimerie,
10 domaine Vautes, 34980 Saint-Gély-du-Fesc.

La Lettre Sud Infos est éditée par la SARL Sésame
Siège social : 68 rue de Rome - 13006 Marseille.
RCS Marseille B 349 669 499.
Principal actionnaire : Idécom.
CPPAP : 0116 188157 - ISSN 1240-960X
Date dépôt légal : juillet 2004.
Prix du n° : 14 € TTC - Abonnement 1 an
à 40 n° + service électronique : 629 € HT.

L'abonné d'une publication (support papier ou numérique) n'acquiesce qu'un droit d'usage de cette publication. Toute reproduction de l'information, même partielle et quel que soit le procédé, est interdite et constitue une contrefaçon, délit pénalement sanctionné.

Les partenaires de Sud Infos

Ils nous font confiance, pourquoi pas vous ?

- Caisse d'épargne Provence-Alpes-Corse
- Crédit Agricole Alpes-Provence
- Véolia propriété
- Goodman - Vallée Verte
- GRETA Aix-Marseille
- Mutuelles du soleil
- Mairie d'Avignon
- EDF
- Agéfos PME
- SMC Société Marseillaise de Crédit
- Banque Neufilize OBC